

Réformer, oui, mais quoi ?

La réforme des lycées a défrayé la chronique ces dernières années. Mais est-ce bien le lycée qu'il faut réformer, sans se préoccuper de ce qui se passe « en amont » où, finalement, tout se joue ?

Jean-Pierre Boudine,
en collaboration
avec Antoine Bodin,
est l'auteur du livre
Le Krach éducatif,
32 propositions
pour tenter de l'éviter,
publié en octobre 2010
par l'Harmattan.

Réformer le lycée... Ce thème est encore au cœur des préoccupations, mais pourquoi ? Les raisons avancées ne manquent pas.

- Parce que des jeunes, peut-être même en nombre croissant, s'en échappent en route, « décrochent » durant leur scolarité.
- Parce qu'une grande proportion de ceux qui entrent à l'université (ou en classes prépa) échouent et se découragent en première année.
- Parce que ces échecs sont, de plus, discriminatoires : ce sont les enfants des couches populaires qui en sont les premières victimes.

- Parce qu'on peut à juste titre s'inquiéter du nombre insuffisant de ceux qui choisissent la voie scientifique.

- À cause de l'importance du chômage des jeunes...

Au lycée, c'est trop tard

Ce sont, semble-t-il, quelques-unes des raisons identifiables de vouloir « réformer le lycée ».

Mais si tel est le diagnostic (ou quelques éléments du diagnostic), au lycée, c'est-à-dire en classe de seconde, n'est-il pas trop tard pour traiter le mal ?

Tout le système éducatif est, peut-on dire, malade, de la maternelle à l'université, et pour une part fondamentale, il souffre des maux de la société toute entière.

On considère aujourd'hui qu'un actif sur trois (soit environ neuf millions de personnes) est au chômage (dans l'une quelconque des catégories) ou en emploi à temps partiel non voulu, ou en fin de droits, ou pourvu d'un job précaire payé en dessous du SMIC. Une dizaine de millions de Français sont dans une situation qu'on qualifie

pudiquement de « *au-dessous du seuil de pauvreté* ». Un million d'entre eux se nourrissent grâce aux « Restaurants du cœur ». Est-ce que ces considérations n'ont rien à voir avec la situation du système éducatif ? Bien sûr que si. Entre une famille qui n'a pas de soucis matériels majeurs et une autre dans laquelle règnent la misère, l'angoisse et la précarité, ce qu'on appelle « égalité des chances » ressemble à une mauvaise plaisanterie. La motivation, pour un jeune, à faire sérieusement des études quand il voit autour de lui tant de diplômés au chômage, ne va pas de soi.

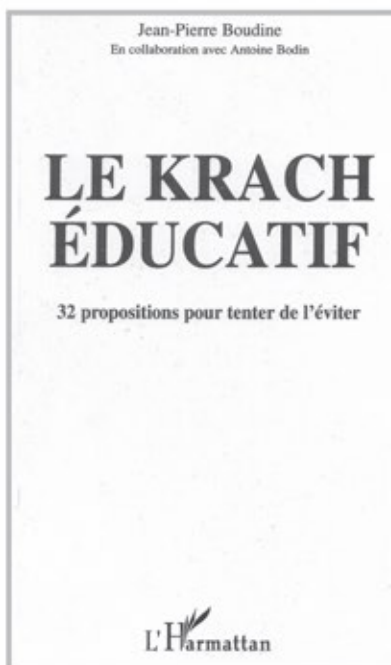
Les choses étant ce qu'elles sont, cela ne doit pas empêcher de réfléchir à ce qui pourrait, dans le système éducatif, atténuer, ou au contraire aggraver les effets du malheur social.

L'utopie du collège unique

Le livre écrit avec Antoine Bodin par l'auteur de ces lignes (voir ci-contre) explique pourquoi à nos yeux, la réforme Haby, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, qui au milieu des années 1970 instaure le « Collège unique », réforme immédiatement acceptée et encouragée par tous, y compris les syndicats enseignants, a constitué une erreur, une absurdité.

L'idée (et l'erreur) consiste à souhaiter que tous les jeunes, jusqu'à la fin de la classe de troisième, suivent presque exactement le même cursus (et l'évolution dans les années suivantes a poussé à réaliser encore mieux cette uniformité, quasiment étendue à la classe de seconde devenue « indifférenciée »).

Vieux débat... De manière remarquable, l'utopie du « Collège unique » a résisté à tout : à la souffrance des élèves, à celle des enseignants (qui, à l'occasion d'une enquête du SNES, ont déclaré à



72% considérer ce « Collège unique » comme une erreur), aux comparaisons internationales (TIMSS, PISA, etc), bref, aux faits. L'utopie a résisté, grâce à la mauvaise foi de ses partisans (politiques, journalistes, normaliens, sociologues), grâce aussi aux mensonges.

Entre le système allemand et le collège unique

Un exemple : selon les propagandistes du Collège unique, à part nos voisins allemands, tous les principaux pays d'Europe auraient adopté l'unicité de l'offre pédagogique jusqu'à 16 ans.

Naturellement, c'est l'exact contraire qui est vrai. Non seulement l'Allemagne, mais les Pays-Bas, l'Autriche et l'Italie, qui ont des systèmes proches dont nous dirons un mot, bref pratiquement aucun pays, même la fameuse Finlande, n'ose imposer cette absurde uniformité. La scolarité finlandaise à l'âge du collège offre des options différentes.

On connaît le système allemand : il divise les jeunes élèves en trois filières vers l'âge de 11 ans (donc, à ce qui correspond à la fin de l'école primaire). Professionnel court, professionnel long, et général (qui conduit à l'Abitur). Même en simplifiant, soulignons deux conséquences : une moindre désindustrialisation du pays et un chômage des jeunes plus réduit. Le système est pratiquement identique en Autriche et au Pays-Bas.

On peut bien sûr regretter que les jeunes soient ainsi orientés, souvent de manière définitive, à un âge précoce. Et il est assez clair que ce sont plutôt les fils et filles d'ouvriers qui vont dans la filière professionnelle courte.

Notons au passage que l'Allemagne a eu au moins un chef d'État issu de la filière professionnelle longue : Gerhart Schröder. Mais un fils d'ouvrier comme lui, en France, aurait eu une bonne (mal)chance de se trouver parmi les décrocheurs. Encore une fois, l'école ne peut pas redresser les inégalités sociales (sauf à la marge). Qu'au moins elle ne les aggrave pas !

Pour un collège « pluriel »

Toujours dans la continuité du livre cité, nous proposons un système à mi-chemin du système allemand et de notre « Collège unique », un système qu'on pourrait qualifier de « collège pluriel ».

L'idée consiste à permettre une offre pédagogique fortement diversifiée à la fin de la classe de cinquième. À cet âge (13 ans), les objectifs du socle de base européen devraient être atteints dans la mesure du possible (et ce sera le cas si ces objec-

tifs ne sont pas sans cesse revus à la hausse, mais restent bien clairement des « connaissances et compétences de base »).

Rien n'empêche que, chaque fois que ce sera possible, les nouveaux enseignements soient situés dans les mêmes lieux, autrement dit, que le collège reste le collège.

Un Collège « pluriel », et non plus unique, impliquerait d'importantes options professionnelles, et donc, des voies à dominante professionnelle, autant que possible, modernes et de qualité.

Dans l'enseignement général, il faudrait, dès cet âge, offrir aux jeunes la possibilité de plus de sciences (et de maths) pour certains, et de plus de lettres (classiques et modernes) pour d'autres.

Si on regarde les choses depuis notre discipline, il est en général trop tard, en classe de première S, pour aborder des mathématiques substantielles.

D'ailleurs, l'énormité (relative) du pas à accomplir en mathématiques et en sciences par les jeunes en deux ans à la fin du lycée empêche, dans nombre de cas, qu'ils soient confrontés à des questions « ouvertes » (non guidées), et c'est ce qui explique des effondrements en premier cycle et en prépa.

Autre proposition : que l'on apprenne réellement au moins deux langues (anglais et espagnol) par des méthodes sérieuses, celles qu'emploient les pays qui ont vraiment besoin de bilinguisme (comme le Québec). Dans ces pays, on prend six mois dans la scolarité (en sixième ou en cinquième) et durant cette période, le jeune apprend une langue étrangère vingt heures par semaine... Et, le croiriez-vous ? À la fin du semestre, la langue est pour l'essentiel acquise.

Quoi que l'on pense de ces propositions, elles renvoient finalement à une politique nationale.

Il ne peut pas y avoir un enseignement professionnel moderne et de qualité dans un pays qui continue de se désindustrialiser : mais réindustrialiser suppose une certaine dose de protectionnisme. Inutile de former aux métiers de l'habillement si nous importons tous nos vêtements du Bangladesh. Et sans un certain partage du travail, dans des conditions à déterminer, ce qui, d'ailleurs, exigerait d'immenses efforts de formation et de réorganisation.

Sommes-nous loin du sujet éducatif ?

Pas tant que cela. Tout est lié...

J.-P. B.